



Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

Bulletin

Gestion de patrimoine



www.rbcds.com | juillet 2022

Gérez facilement votre patrimoine, où que vous soyez



Nous sommes là pour vous, au moment et à l'endroit où vous avez besoin de nous. Pour mieux vous aider, nous vous offrons une expérience RBC Gestion de patrimoine sans pareille sur l'appli Mobile RBC.

- Accédez à vos comptes en toute confiance grâce à une expérience mobile sécurisée.
- Ouvrez une session aisément et en toute sécurité au moyen de Touch ID®, de Face ID® ou de l'Authentification par empreinte digitale si vous avez relié vos comptes bancaires et vos comptes de placement RBC. (Pour relier vos comptes, communiquez avec l'équipe de votre conseiller.)
- Passez rapidement d'un compte RBC à l'autre.
- Prenez connaissance des soldes et des avoirs de vos comptes, lisez des rapports de recherche de RBC, échangez des messages sécurisés avec l'équipe de votre conseiller, effectuez des virements à tout moment, obtenez vos documents électroniques et bien plus encore.

Téléchargez l'appli Mobile RBC dans Apple Store pour un appareil iPhone ou dans Google Play Store pour un appareil Android. Des questions ? Communiquez avec notre centre-ressource au 1 888 820-8006.

À la recherche d'une nouvelle voie à suivre

Par Jim Allworth

L'économie mondiale et le secteur financier ont connu plusieurs changements majeurs au cours du premier semestre de l'année. Voici les principaux.

Tout d'abord, la Réserve fédérale (Fed) et la Banque du Canada ont délaissé leur attitude tolérante par rapport à l'inflation élevée pour adopter une intransigeance résolue. Les relèvements de taux ont non seulement commencé, mais ils se sont également accentués au cours des 60 derniers jours, tout comme la rhétorique sur les hausses à venir.

Les banques centrales ne réduisent plus les rendements des obligations à l'aide de mesures d'assouplissement quantitatif, ce qui fait fortement grimper les taux des obligations à long terme.

La plupart des prévisionnistes (y compris nous-mêmes) s'attendaient à ce que l'augmentation graduelle de l'inflation l'an dernier entraîne une flambée des prix au premier semestre de l'année en cours, mais ils en ont sous-estimé l'ampleur.

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie a intensifié les pressions haussières sur les prix du pétrole, du gaz naturel et de la plupart des produits agricoles.

Les perturbations des chaînes logistiques se sont résorbées bien plus lentement que prévu, du fait des nouvelles fermetures de la Chine.

Alors que les dépenses de consommation se réorientent des biens vers les services, les stocks de biens invendus augmentent aux États-Unis et les nouvelles commandes s'affaiblissent, laissant entrevoir que le secteur manufacturier pourrait connaître un ralentissement au deuxième semestre.

Pendant ce temps, les pénuries actuelles de main-d'œuvre ont une incidence sur la reprise du secteur économique des services.

Répercussions sur les marchés

L'envolée de l'inflation et des rendements des obligations a exercé des pressions à la baisse sur les valorisations du marché boursier en réduisant la valeur actualisée des bénéfices futurs. (La hausse des rendements des obligations de 2 % à 3 % réduit de 9 % la valeur actualisée d'un dollar de bénéfice gagné après 10 ans.)

L'effet le plus marqué a été ressenti par les actions de croissance à mégacapitalisation et à ratio cours/bénéfice (C/B) élevé, dont les six titres les plus importants représentaient plus de 25 % de la valeur du S&P 500 au sommet du marché au début de janvier. Leur rendement a d'ailleurs souffert du dévoilement, au premier trimestre, d'une baisse des bénéfices de trois des plus grandes sociétés, soit Amazon, Meta (Facebook) et Alphabet (Google). Cette pression baissière amplifiée engendrée par un petit nombre de titres à très grande capitalisation aide à comprendre pourquoi l'indice TSX du Canada (recul de 14 %), qui ne comprend aucun de ces six titres, s'est mieux comporté que l'indice américain (repli de 22 %).

Aux États-Unis, l'effet combiné des problèmes persistants des chaînes

Suite à la page 2

À la recherche... (Suite de la page 1)

logistiques, des stocks démesurés et des pénuries de main-d'œuvre a réduit considérablement la confiance des entreprises, ce qui a également miné la confiance des investisseurs. Jusqu'à présent, les prévisions des résultats pour 2022 et 2023 n'ont subi aucun changement, mais elles seront sans doute revues à la baisse si certaines d'entre elles sont davantage empreintes de prudence au deuxième trimestre.

Existe-t-il une trajectoire plausible vers de nouveaux sommets ?

Les mesures de la confiance des investisseurs se sont révélées très négatives dernièrement. Ce pessimisme unanime ne se manifeste pas au sommet des marchés, mais s'observe souvent quand les cours frôlent ou atteignent des creux. Toutefois, même si les marchés devaient grimper à partir de maintenant, les points de vue sur l'ampleur et la durée de leur reprise sont nettement pessimistes. L'interprétation consensuelle des observateurs du marché américain est une « reprise sur fond de marché baissier ».

Peut-être, mais pas forcément. Il est intéressant d'examiner les résultats possibles du marché en tenant compte des deux écoles de pensée dominantes sur la trajectoire probable de l'inflation au cours des deux prochaines années.

Selon l'un des points de vue, l'inflation deviendra un problème plus grave et plus inexorable que ne l'ont encore reconnu les banques centrales et le marché. Les attentes inflationnistes des consommateurs américains ont récemment bondi à 5,5 %, soit au-dessus de la fourchette de 2 % à 4,5 % prévalant depuis plus de deux décennies. Toujours d'après ce point de vue, pour contenir ces attentes, la Fed devra augmenter les taux de manière nettement supérieure aux prévisions et les maintenir ainsi plus longtemps.

Cette situation accentuerait considérablement les risques d'un dépassement du taux des fonds fédéraux, suscitant ainsi le genre de resserrement excessif des conditions de crédit qui rendraient inévitable une récession. Une récession serait sans aucun doute néfaste pour les bénéfices des sociétés et le cours des actions, et on l'associe généralement à un marché baissier pour les actions.

Toutefois, selon ce scénario, avant l'avènement d'un tel repli douloureux de l'économie et du marché, l'économie

américaine traverserait probablement une longue période durant laquelle la Fed chercherait à stimuler une économie en surchauffe pendant beaucoup plus longtemps que prévu, peut-être jusqu'en 2023 et même en 2024. Durant cette période prolongée, il pourrait survenir une hausse plus rapide que prévu des ventes et des bénéfices stimulés par l'inflation. Il serait étonnant que les nouveaux sommets des ventes et des bénéfices ne s'accompagnent pas de nouveaux sommets pour le cours des actions.

Quelle ampleur aura ce nouveau sommet ? Le passé pourrait s'avérer intéressant à cet égard. Voilà exactement ce qu'a fait la Fed du début de 1977 à la fin de 1979, c'est-à-dire qu'elle a cherché à stimuler une économie en surchauffe, ce qui a fait augmenter le taux des fonds fédéraux de 5 % à 15 %. L'économie a connu une croissance et les bénéfices par action du S&P 500 ont progressé de 40 % durant cette période de trois ans, ce qui s'est avéré très satisfaisant. L'indice est toutefois demeuré stable, soit à environ 100, du début à la fin. Les rendements des obligations sont passés de 7 % à près de 11 % au cours de la même période, ce qui a réduit les ratios C/B et limité les investisseurs détenant des fonds indiciels à des rendements ne dépassant pas ceux des dividendes.

À notre avis, la même dynamique produirait sans doute des résultats similaires si le scénario de la Fed comportant des hausses plus rapides sur une plus longue période devait se concrétiser au cours des deux prochaines années. Il se peut donc que les moyennes remontent à d'anciens sommets et qu'elles les dépassent même, mais tout porte à croire que le potentiel d'appréciation serait fortement limité par la hausse des rendements des obligations.

Comme on l'a vu durant la période de 1977 à 1979, évoquée précédemment, l'indice S&P/TSX devrait faire mieux que ses homologues américains étant donné sa plus grande exposition aux marchandises. Toutefois, les secteurs de la foresterie, des métaux et de l'exploitation minière sont tous des composantes beaucoup moins importantes de l'économie et du marché qu'ils ne l'étaient en 1977. Pendant ce temps, le secteur de l'énergie, qui profite de la hausse des prix, demeure contraint par l'incapacité de déployer les produits, une situation qui ne devrait pas s'améliorer sensiblement durant l'année et plus tard.

L'autre point de vue prévalant – et celui auquel nous souscrivons – prévoit une certaine atténuation de l'inflation au second semestre et une poursuite de ce recul l'année prochaine. À mesure que s'estompe le boom des dépenses consommées à la maison et que les budgets des ménages sont restreints par la hausse des coûts de l'alimentation et du carburant, la part de l'économie liée aux biens devra réduire les stocks démesurés de bien inventés. Il devrait en découler une certaine diminution des prix des biens non essentiels, ce qui permettrait un recul du taux d'inflation de base, un plafonnement du taux global et un fléchissement de l'inflation.

Tout cela, combiné à un ralentissement soutenu de la production de biens dans l'économie, pourrait inciter la Fed à revoir l'ampleur et le rythme de la hausse des taux. Tout signe portant à croire que la Réserve fédérale ferait marche arrière au sujet d'un resserrement supplémentaire pourrait ramener la possibilité d'un « atterrissage en douceur » pour l'économie américaine, ce qui favoriserait les perspectives de croissance marquée des bénéfices et de hausse des cours boursiers.

Toutefois, pour faire grimper fermement le marché boursier, où l'atteinte de nouveaux sommets devient plausible, il faut généralement l'avènement d'un catalyseur ravivant l'optimisme des investisseurs, comme une baisse des taux de la Fed, un net ralentissement des prix de l'énergie ou des rapports révélant une inflation beaucoup plus faible que prévu. Aucun de ces éléments ne semble probable pour le moment.

En revanche, les données actuelles sur le pessimisme inhabituellement profond des investisseurs laissent entrevoir un risque de baisse limité à partir de maintenant.

Nous nous attendons à ce que la trajectoire la plus probable pour les cours boursiers jusqu'à la fin de l'année soit la stagnation, jusqu'à ce que certaines circonstances revigorent les arguments en faveur d'une croissance soutenue des bénéfices de l'économie et des sociétés ou révèlent à l'inverse l'approche rapide d'une récession.

Pour lire une analyse plus détaillée de nos perspectives pour les marchés financiers, demandez l'édition actuelle de Perspectives mondiales.

Jim Allworth est coprésident du Comité consultatif sur la gestion mondiale de portefeuille de RBC.

À l'ère de la pandémie, la planification relative à la santé fait partie de l'élaboration d'un programme d'investissement

David Agnew parle de l'importance d'inclure la planification relative à la santé dans les objectifs financiers à long terme.

Par Clare O'Hara, *The Globe & Mail*

Plus de deux ans après le début de la pandémie, les Canadiens commencent à constater à quel point un problème de santé majeur est susceptible d'avoir des conséquences soudaines sur leur planification en matière de retraite et de finances. Or, ces préoccupations ne concernent pas seulement la COVID-19, selon ce qu'explique David Agnew, chef de la direction de RBC Gestion de patrimoine – Canada.

Lorsqu'ils discutent avec les clients, les conseillers financiers abordent maintenant la question de la planification relative à la santé dans le contexte de la poursuite des objectifs financiers à long terme. Grâce à plusieurs partenariats, RBC Gestion de patrimoine a franchi un pas de plus et a proposé des séances d'information données par des professionnels du domaine médical traitant de divers enjeux, notamment la démence, les plans préalables de soins et les problèmes de santé propres aux femmes.

« La COVID-19 a suscité une prise de conscience pour tous les Canadiens, qui se sont rendu compte qu'ils devaient préparer ou mettre à jour leurs affaires financières, déclare M. Agnew dans une entrevue. Mais au-delà de la pandémie, il faut savoir que les gens ont aujourd'hui une plus longue espérance de vie. Les clients s'inquiètent davantage des problèmes de santé dont ils pourraient être affligés et de savoir qui s'occupera d'eux s'ils perdent leur autonomie. »

M. Agnew a passé les 12 dernières années à superviser les activités de gestion de patrimoine de RBC au Canada,



notamment la division de courtage RBC Dominion valeurs mobilières, RBC PH&N Services-conseils en placements, RBC Trust Royal, le Bureau de gestion de patrimoine familial et les Services financiers RBC Gestion de patrimoine inc.

Cela inclut l'une des plus grandes maisons de courtage à service complet au pays, avec en date du 30 mars 2022, 1900 conseillers en valeurs mobilières et 110 conseillers en placement qui supervisent environ 510 milliards de dollars d'actifs pour les familles canadiennes fortunées et ultrafortunées.

Tout au long de ses 37 années de carrière à la Banque, M. Agnew a traversé sa juste part de récessions et d'effondrements du marché. Il s'est joint à RBC en 1985 en tant que conseiller en placement, à Montréal. En 2003, année où le SRAS a frappé Toronto, il a été nommé directeur général national de RBC Dominion valeurs mobilières et en 2008, au plus fort de la crise financière mondiale, il est devenu chef de la direction de la division de courtage.

En juin 2020, à peine quelques mois après le début de la pandémie, M. Agnew a communiqué avec Samir Sinha, directeur de la recherche en politiques de santé au National Institute on Ageing (NIA) et chef des services de gériatrie au Sinai Health System et au University Health Network, à Toronto.

« La pandémie a mis l'ensemble du système de santé canadien à rude épreuve et exposé des lacunes qui ne feront que s'aggraver à mesure que les baby-boomers vieillissent », a-t-il affirmé. À ma question à savoir quels étaient les besoins prioritaires et ce que nous pouvions faire pour aider en tant qu'entreprise, il a immédiatement identifié deux domaines : l'éducation financière et la protection contre la fraude pour les Canadiens âgés.

La conversation a été le début d'un partenariat entre RBC Gestion de patrimoine et le NIA, un groupe de réflexion de l'Université métropolitaine de Toronto (anciennement connue sous le nom d'Université Ryerson) ayant pour but d'aider les Canadiens âgés à se préparer à divers scénarios financiers susceptibles de survenir en même temps que des problèmes de santé liés au vieillissement, d'où la nécessité d'avoir un plan préalable de soins.

D'après les recherches menées par le NIA, le nombre de Canadiens âgés de plus de 85 ans devrait atteindre 2,6 millions d'ici 2050, comparativement à environ 844 000 en 2021. L'organisation estime également que les coûts des soins de longue durée vont plus que tripler pour s'élever à 71 milliards de dollars d'ici 2050, par rapport à 22 milliards de dollars en 2019.

À l'ère de la pandémie... (Suite de la page 3)

« Une partie du défi, tant au sein des cercles gouvernementaux que dans la société en général, tient au fait que la santé et les finances sont souvent traitées comme des domaines distincts évoluant en vase clos », précise Michael Nicin, directeur général du NIA, dans une entrevue avec le Globe and Mail. « Mais face au vieillissement de la population, nous devons vraiment faire en sorte de combler l'écart entre la planification financière (qu'il s'agisse de la politique budgétaire du gouvernement ou de la planification de la retraite des particuliers) et les questions de santé, y compris la façon dont les Canadiens peuvent se préparer à vivre plus longtemps. »

« Les gens ont besoin de connaître le lieu où ils vont écouler leurs vieux jours et recevoir des soins, ainsi que de savoir ce que le système de santé est capable de faire pour eux et ce qu'ils doivent faire par eux-mêmes, incluant le coût des soins de santé privés. »

Lors des conversations concernant la planification testamentaire et successorale, la procuration est le document juridique le plus souvent mentionné. Selon un récent sondage de RBC Gestion de patrimoine, environ 71 % des adultes canadiens n'ont pas de procuration signée qui autorise une personne de confiance à prendre des décisions en leur nom en cas d'urgence personnelle ou dans d'autres circonstances précises.

« La COVID-19 n'a fait que rendre plus urgente la nécessité de prévoir ces situations », ajoute M. Agnew.

En 2020, le NIA a commencé à évaluer dans quelle mesure les Canadiens sont préparés en ce qui a trait aux problèmes de santé imprévus. L'organisation a constaté que 80 % des Canadiens ne possédaient pas de document écrit

énonçant leurs volontés si jamais ils devenaient incapables d'accepter ou de refuser un traitement médical, et que moins de 50 % des Canadiens avaient eu une discussion avec un membre de leur famille ou un ami de confiance au sujet des soins de santé qu'ils préféreraient recevoir en cas d'incapacité subite.

Par conséquent, M. Agnew a commencé à demander que les conseillers de son équipe discutent davantage de la planification relative à la santé avec les clients. Les entretiens peuvent porter sur les plans préalables de soins, l'inaptitude, la désignation d'une personne de confiance advenant des manifestations de troubles cognitifs et la façon de détecter les signes d'exploitation financière potentielle chez les personnes vulnérables.

« Nous avons mis l'accent sur la santé et le bien-être, et pas seulement pendant la première année de la pandémie », explique M. Agnew. « Cela renforce notre relation avec les clients, et ces derniers commencent à nous faire confiance pour répondre à un plus grand nombre de leurs besoins financiers. »

Ainsi, ces conversations pourraient contribuer à la croissance. L'actif de l'ensemble de la division canadienne de gestion de patrimoine est passé de 425 milliards de dollars en mars 2020 à 534 milliards de dollars en mars 2022.

En plus du NIA, RBC Gestion de patrimoine s'est associée à la société de gestion de soins Elder Caring Inc. et à la Women's Brain Health Initiative, une fondation de bienfaisance qui mène des recherches sur les maladies liées au vieillissement du cerveau touchant les femmes de manière disproportionnée. Les partenariats comprennent une série de séminaires en personne et en ligne à l'intention des clients. Animés par des professionnels du domaine médical, ces



séminaires traitent des divers risques auxquels les clients peuvent être exposés et de la façon de s'y préparer.

Plus de 6500 clients de partout au pays ont participé à quatre discussions virtuelles sur la santé abordant des sujets comme les premiers signes de démence, les soins de longue durée et la santé du cerveau des femmes.

« Notre relation avec les clients va bien au-delà de la simple gestion des placements. Or, ce lien s'est encore plus renforcé pendant la pandémie », renchérit M. Agnew.

« Nous avons vu ce qui s'est passé dans les foyers de soins de longue durée et maintenant, les gens accordent beaucoup plus d'attention à la question de savoir où ils vivront, qui s'occupera d'eux et comment ils peuvent s'assurer d'avoir les moyens de s'offrir ce genre de soins. »

Cet article est paru pour la première fois dans le The Globe & Mail à l'adresse <https://www.theglobeandmail.com/business/article-health-care-planning-is-part-of-investment-planning-in-pandemic-era/>



Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières